



N°1 - MAI-JUIN 2023

LE JOURNAL DE VOTRE DÉPUTÉ

Arthur DELAPORTE

Député du Calvados



« Une année à vos côtés »



Suppléante

Laurence DUMONT

À LA UNE



Participez au tirage au sort des volontaires pour l'Assemblée citoyenne de circonscription !
Inscriptions avant le 10 juin 2023

→ Modalités en page 4



3 réunions de compte-rendu de mandat pour échanger ensemble en juin.

→ Voir dates en page 4



DOMIDOM À CAEN Avec les salariés

→ Voir en page 4

Mes fonctions à l'Assemblée nationale :

- Membre de la commission des Affaires sociales
- Porte-parole du groupe Socialistes et apparentés
- Représentant de l'Assemblée nationale au Conseil national du SIDA et Vice-président du groupe d'études sur le SIDA
- Vice-président du groupe d'études sur l'accueil des migrants
- Président du groupe d'amitié parlementaire France-Bulgarie et Vice-président du groupe avec l'Italie, le Royaume-Uni et le Chili
- Membre de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie
- Membre suppléant de l'Assemblée parlementaire franco-allemande



Depuis le 20 juin 2022, je me bats à l'Assemblée nationale pour porter votre voix et celle de l'intérêt général, avec toutes les forces de gauche et de l'écologie.

Ce premier bilan de mandat est un aperçu de l'action déployée cette année passée dans le Calvados comme à Paris car être élu c'est aussi rendre des comptes. Vous trouverez en dernière page les différentes modalités pour me suivre au quotidien.

La configuration de l'Assemblée nationale est inédite : l'absence de majorité rend les débats passionnants, et pour cause des amendements de l'opposition peuvent être adoptés, loin des caricatures qui en sont faites. L'opposition de gauche porte une vision fondamentalement différente sur les réformes injustes promises par le Gouvernement, que ce soit sur l'assurance chômage ou les retraites.

C'est pourquoi j'ai profondément regretté l'usage du 49.3 à 11 reprises en deux mois à l'hiver dernier, avant même que les propositions de modification des budgets de l'État et de la Sécurité sociale n'aient pu être discutées. La brutalisation du Parlement a atteint son paroxysme lors de l'examen de la réforme décalant l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans : usage de tous les outils ne permettant pas le débat d'une réforme si importante pour tout le monde. **Le Gouvernement a encore une fois usé du 49.3**, sourd à la colère de l'intersyndicale, de la rue et du Parlement. **Ce n'est pas ma conception de la démocratie qui suppose l'écoute et le respect mutuel.**

Quand des textes vont dans le bon sens, il nous faut par ailleurs les porter en commun. Mon groupe parlementaire a ainsi considérablement fait évoluer la loi énergies renouvelables et je l'ai donc votée. Alerté par des habitants de notre circonscription, j'ai aussi déposé, avec un collègue qui n'appartient pas à mon groupe politique, une loi pour tenter de réparer l'injustice sur les bénéficiaires d'emplois aidés des années 1980 (TUC, SIVP) qui n'ont pas de droits à la retraite. J'ai également proposé une loi sur la régulation des influenceurs sur les réseaux sociaux, soutenue par un collègue de la majorité avec qui **j'ai travaillé pour aboutir à une proposition de loi, votée à l'unanimité**, qui sera définitivement votée en juin par l'Assemblée (voir ci-après).

Fidèle à mes engagements, je continuerai d'aller à votre rencontre comme je l'ai fait ces derniers mois en échangeant avec les associations, syndicats, entreprises et en recevant à ma permanence les citoyens qui en font la demande afin de répondre au mieux à vos préoccupations, dans notre circonscription comme à l'Assemblée nationale, avec pour boussole la justice sociale et écologique.

Trois moyens pour rester en contact et recevoir ma lettre d'information mensuelle par mail :



Flashez ce QR code

- Allez sur ce lien arthurdelaporte.fr/lettreinfo
- Envoyez "inscription newsletter" à arthur.delaporte@assemblee-nationale.fr avec vos coordonnées

ENSEMBLE POUR DÉFENDRE le droit à la retraite



« Mes combats à l'Assemblée pour une vie digne »

JUILLET - AOÛT 2022

Un combat pour le pouvoir d'achat des Français



Pendant que le CAC 40, qui a réalisé 160 milliards de bénéfices en 2021, versait près de 60 milliards d'euros de dividendes, je luttai avec les députés de gauche pour l'augmentation globale des salaires, la revalorisation du SMIC et des pensions alignées sur l'inflation et pour le financement de ses mesures par une taxe sur les superprofits des énergéticiens.

La proposition du Gouvernement de revaloriser de 4% les pensions et allocations, alors que l'inflation en juin 2022 était de 5,8% et qu'elle est près de 15% aujourd'hui pour les produits de consommation, était en fait une perte de pouvoir d'achat !

Avec les députés socialistes et apparentés nous avons également déposé une proposition de loi pour taxer les superprofits.

SEPTEMBRE 2022

Stop aux démarchages frauduleux et abusifs au compte-personnel de formation !



« Votre solde CPF arrive à échéance »

« Urgent ! Vous allez perdre vos droits »

Nous sommes des millions chaque année à recevoir ces sms, mails, appels... Des adolescents aux personnes âgées, nous sommes sans cesse dérangés et parfois arnaqués par des organismes frauduleux.

J'ai activement soutenu la proposition de loi visant à interdire les démarchages abusifs au compte personnel de formation (CPF).



Deux questions orales au gouvernement sur les problématiques de notre territoire :

- Pour appuyer les demandes des habitants de Bures-sur-Dives qui subissent les nuisances sonores de l'autoroute
- Pour alerter sur le manque de places d'hébergement d'urgence dans l'agglomération caennaise et sur les familles avec enfants à la rue dans notre département.

OCTOBRE 2022



Engagé pleinement contre la nouvelle réforme de l'assurance chômage

Dès les débuts de l'examen de la réforme de l'assurance chômage, en tant que chef de file des députés socialistes et apparentés sur ce texte, je me suis opposé à cette loi qui va contribuer à la précarité des demandeurs d'emploi. Elle est budgétairement inutile (l'assurance est excédentaire de plusieurs milliards d'euros), économiquement absurde et, surtout, socialement injuste.

Depuis 2019, le Gouvernement s'obstine à vouloir affaiblir les droits des demandeurs d'emploi. En complexifiant le régime des allocations chômage, il a volontairement alourdi le travail des agents de Pôle emploi et a mécaniquement fait baisser le recours à ce revenu de remplacement pourtant dû, car chaque salarié cotise pour cela. Il va continuer à fragiliser les plus éloignés de l'emploi avec la nouvelle réforme dite "France Travail", je m'y opposerai.

Contrairement à ce que veut faire croire le gouvernement, les chômeurs ne restent pas au chômage pour profiter d'indemnités indécentes – elles sont, rappelons-le, bien inférieures au salaire qu'ils touchaient en emploi – mais parce qu'il existe d'autres freins : mobilité, garde d'enfant, formation.

NOVEMBRE 2022

Santé : urgence d'agir



Visite des urgences du CHU de Caen sous tension, le 23 décembre 2022



Réunion publique sur la proposition de loi initiée par mon collègue socialiste Guillaume Garot co-organisée sur les déserts médicaux avec Jérémie Patrier-Leitus, député de Lisieux en février 2023

QUELQUES INDICATEURS DE MON ACTIVITÉ DEPUIS LE 20 JUIN 2022 :

4^e
DÉPUTÉ LE PLUS ACTIF
(356 interventions en commission et 465 interventions longues en hémicycle)*

6^e
DÉPUTÉ député en nombre d'amendements adoptés (231)

2
PROPOSITIONS DE LOIS DÉPOSÉES
sur les retraites des TUC et sur les influenceurs. 32 autres cosignées avec le groupe socialiste ou des députés de gauche (lutte contre les déserts médicaux, droit à vieillir dignement, lutte contre la spéculation locative.)

175
DÉPLACEMENTS
à la rencontre d'associations, entreprises ou acteurs du territoire

97
INTERVENTIONS
pour accompagner des dossiers « bloqués »

110
RENDEZ-VOUS
à ma permanence (citoyens, syndicats, élus...)

24
CLASSES RENCONTRÉES
du CP à la terminale

35
PARTICIPATIONS à des cérémonies patriotiques ou commémoratives

(*En excluant les présidents de séances et de commissions, ainsi que les deux rapporteurs du budget sur nosdeputes.fr, chiffres arrêtés le 20 avril 2023)

DEPUIS DÉCEMBRE 2022

Ensemble, nous avons défendu le droit à la retraite



La réforme portée par le Gouvernement est injuste à plusieurs titres. Elle pénalisera d'abord les plus précaires, celles et ceux qui ont commencé à travailler le plus tôt. Elle ne prévoit aucune mesure pour les métiers dits "pénibles" ou pour lutter contre les inégalités salariales. Elle a été promulguée contre l'avis de plus de 80% des Français, de l'ensemble des syndicats et des parlementaires de gauche.

Une autre réforme était pourtant possible, pour réparer les vies brisées, financée par la taxation par exemple des superprofits des entreprises énergétiques. Il était inutile de voler deux années de plus aux Français. C'était le sens de nos amendements, de notre contre-projet et de notre opposition.

J'étais, au nom de mon groupe, responsable de mener la bataille sur ce texte majeur. J'ai pu assister à l'alliance entre les sénateurs Les Républicains et les députés de la majorité présidentielle qui ont détricoté en quelques heures l'un de nos droits fondamentaux.

Je n'ai eu de cesse de demander au gouvernement de rendre des comptes. Avec mon collègue socialiste, Jérôme Guedj, nous avons mis à jour les mensonges du gouvernement sur les fameux "1200 €" promis pour les petites retraites qui n'existent finalement pas par exemple.

Les socialistes ont déposé une loi pour abroger cette réforme et nous poursuivons le combat pour obtenir le retrait ou un référendum.

Mon rapport pour les bénéficiaires des TUC et SIVP !

Je présentais en décembre 2022 avec Paul Christophe, député de la majorité, notre rapport transpartisan sur le droit à la retraite des bénéficiaires des Travaux d'utilité collective (TUC) et dispositifs similaires pour mettre fin à cette injustice. J'ai déposé une proposition de loi en ce sens.

→ Le texte sur : arthurdelaporte.fr/tuc

Enfin inscrite à l'ordre du jour, notamment à la suite de mon insistance auprès du ministère, nous avons examiné un texte relatif aux études des sages-femmes. Cette loi permettra de rattraper l'immense retard dans l'organisation des études de la profession.

Néanmoins, j'ai tenu à rappeler d'autres dysfonctionnements rencontrés par les étudiantes sages-femmes : remboursement des transports entre lieux de stages, logements pour les étudiantes et étudiants, gratification pendant les stages. Cela n'est pas à la hauteur de leur engagement au quotidien. Je continuerai de défendre la revalorisation des sages-femmes, essentielles à notre système de soins.

Refonder notre système de santé : l'action du gouvernement n'est pas à la hauteur

Plus largement, notre système de santé est à bout de souffle et le gouvernement n'investit pas assez : pénurie de médecins généralistes et spécialistes, urgences du CHU qui saturent. Je suis allé soutenir les soignants face à la pénurie de personnels, alors que des recrutements massifs s'imposent. Afin de participer à la lutte contre les déserts médicaux, je suis membre du groupe de travail initié par mon collègue socialiste Guillaume Garrot. Nous avons déposé une proposition de loi, signée par 9 groupes politiques, pour réguler l'installation des médecins. Avec 148 médecins généralistes pour 100 000 habitants, notre pays connaît des difficultés auxquelles il est urgent d'apporter des réponses. J'ai organisé avec mon collègue député de Lisieux une réunion à ce sujet et je continuerai de porter des solutions pour un meilleur accès aux soins.

DEPUIS FÉVRIER 2023



Ma proposition de loi pour mettre fin aux arnaques et aux dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux !

Placements de produits défectueux, promotion d'alcool, de paris sportifs ou encore de formation aux cryptomonnaies.. Alerté par des collectifs de consommateurs de tous ces exemples inquiétants, j'ai porté une loi visant à encadrer l'influence commerciale et à réguler les placements de produits dangereux.

Dans une démarche inédite et transpartisane, j'ai porté ce texte avec un député de la majorité avec le soutien du Gouvernement et d'un groupe de travail composé de députés de tous les groupes républicains, de LFI jusqu'à LR. Notre texte, adopté à l'unanimité, prévoit entre autres de mieux protéger les mineurs, d'interdire la promotion de la chirurgie esthétique, de mieux informer le consommateur (obligation de bandeaux lors d'une promotion), de renforcer la régulation des plateformes numériques et de sanctionner les dérives.

Maéva, Dylan, Manon, Julien et les autres doivent prendre leurs responsabilités.

→ Le texte sur : arthurdelaporte.fr/influenceurs



Mes principaux votes sur des lois depuis 1 an : une opposition proposante, sérieuse et offensive

POUR

- Inscription dans la Constitution du droit à l'interruption volontaire de grossesse
- Résolution affirmant le soutien de l'Assemblée nationale à l'Ukraine
- Loi sur le développement accéléré des énergies renouvelables
- Loi visant à renforcer la protection des familles d'enfants touchés par une affection de longue durée
- Loi visant à favoriser l'accompagnement psychologique des femmes victimes de fausse couche
- Loi visant à mettre en place une aide d'urgence pour les femmes victimes de violences conjugales
- Loi sur la régulation des influenceurs
- Loi visant à éviter le démantèlement d'EDF à l'initiative du groupe socialiste

CONTRE

- Budget de la sécurité sociale pour 2023 qui est insuffisant par rapport aux besoins
- Loi « assurance chômage » terriblement injuste (voir ci-dessus)
- Budget de l'État pour 2023 qui n'est pas à la hauteur de la crise du pouvoir d'achat
- La réforme des retraites

→ Explications de votes et plus d'informations : arthurdelaporte.fr

PRENDRE PART AUX COMBATS DU TERRITOIRE



VICTOIRE

Réguler l'implantation des centrales solaires

Suite à la mobilisation des habitants de Janville autour d'un projet de méga site de panneaux solaires sur des terres agricoles et au bord de zones humides où nidifient des cigognes, j'ai défendu, le 15 décembre dernier, deux amendements pour renforcer la loi. La mobilisation a porté et le projet a été abandonné.

La transition énergétique est une priorité, mais elle ne doit pas menacer la biodiversité. Non aux marchands de soleil. Oui, à l'implantation de panneaux, quand le projet est porté par les citoyens et les élus locaux.



VICTOIRE

Porter la voix des salariés en situation de précarité, notamment des aides à domicile

Séverine, Angélika, Zina, Chloé... Elles s'occupent au quotidien de nos aînés et étaient en grève pour dénoncer leurs conditions de travail et de rémunération.

J'ai pu soutenir leur combat à Caen, les accueillir à l'Assemblée nationale et les accompagner au siège du groupe Orpéa pour porter leurs revendications.

Après plus de 45 jours, les auxiliaires de vie et assistantes ménagères de Domidom, filiale du groupe Orpéa, sont sorties victorieuses ! Je continuerai de défendre la revalorisation des métiers du lien et une reconnaissance de la pénibilité, notamment dans le droit à la retraite.

J'ai également accompagné, parmi d'autres, les salariés du groupe Cenexi à Hérouville dans leurs revendications salariales auprès de la direction nationale.

SE RENCONTRER



3 réunions de compte-rendu de mandat pour échanger ensemble en juin

Vendredi 9 juin, 19h
Hérouville-St-Clair
(Maison des associations - 1018 Bd du Gd Parc Porte 10)
Thème : Vivre dignement & pouvoir d'achat

Samedi 10 juin, 11h
Troarn
(Local jeunes - Rue de l'ancienne gare)
Thème : Énergie & écologie

Tirage au sort des membres de l'Assemblée citoyenne



Samedi 3 juin, 11h
Cornelles-le-Royal
(Salle de la Pommeraie, 4 rue du Calvaire)
Thème : Faire vivre la démocratie



Éducation à la citoyenneté et échanges avec la jeunesse : une priorité

Depuis mon élection, je rencontre constamment des jeunes du Calvados. Presque chaque semaine, je me rends dans les classes à la rencontre des élèves de primaire, de collège ou de lycée, mais aussi des étudiants. Je les accueille aussi à l'Assemblée nationale, avec toujours autant de fierté et de bonheur.



Rejoindre l'Assemblée citoyenne de circonscription

UN PANEL DE 50 CITOYENS

- 25 volontaires
- 25 citoyens représentatifs de la population de la circonscription tirés au sort sur les listes électorales

- Sera appelé à participer à l'élaboration d'une proposition de loi chaque année.
- Identifiera des problématiques locales et les fera remonter à l'Assemblée nationale
- Donnera son avis sur les grands projets de loi de la mandature

Innovons, proposons, décidons ensemble des politiques publiques utiles au quotidien et pour les générations futures !

Pour faire partie du groupe des 25 volontaires, vous pouvez candidater en envoyant vos coordonnées

par courrier postal ou mail à arthur.delaporte@assemblee-nationale.fr

ou remplir ce formulaire : arthurdelaporte.fr/rejoindre-le-conseil



ÉCHANGER ENSEMBLE

SUR RENDEZ-VOUS

À Caen

Venez me rencontrer sur rendez-vous au 17 rue Paul Toutain à ma permanence parlementaire.

Prendre rendez-vous par mail à arthur.delaporte@assemblee-nationale.fr ou par téléphone au 02 31 78 15 10 auprès de Romain Palazzini, collaborateur parlementaire (06 52 08 70 91)

SANS RENDEZ-VOUS

À Hérouville-Saint-Clair

De 9h30 à 10h30, le deuxième samedi de chaque mois. Salle polyvalente des Belles Portes. Porte 10, 14200 Hérouville-Saint-Clair

À Argences

Le deuxième jeudi du mois, un mois sur deux (mois impairs), retrouvez-moi à la mairie d'Argences de 9h30 à 10h30.

2 Place du Général Leclerc, 14370 Argences

À Troarn

Les deuxièmes vendredis du mois, un mois sur deux (mois pairs) de 9h30 à 10h30, à la mairie de Troarn.

Place Paul Queller, 14670 Troarn



Décès de ma collaboratrice Valérie Scognamiglio

Nous avons été très affectés par sa disparition brutale. Elle était depuis 2007 la secrétaire de la permanence parlementaire de Laurence Dumont. Valérie, joyeuse et efficace, était une collaboratrice de grande qualité. Elle nous manque beaucoup.